

LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION



© A M Syed
11 avril 2020 – Femmes recevant des transferts monétaires du programme gouvernemental de transferts monétaires d'urgence Ehsaas pendant le confinement complet à Lahore, Pakistan, pour lutter contre la propagation du coronavirus COVID-19. (A M Syed)

Le recours aux transferts monétaires dans les contextes humanitaires et de développement

Les transferts monétaires suscitent un intérêt croissant parmi les gouvernements et les organismes multilatéraux comme riposte à la double crise humanitaire et économique causée par la pandémie de COVID-19. Bien qu'il existe peu de données sur l'effet des transferts monétaires comme moyen d'intervention contre la COVID-19, les constats d'évaluations passées sur les transferts monétaires peuvent donner des éclairages sur les éléments à prendre en compte lors de la conception, de l'élargissement ou de l'amélioration d'interventions monétaires pour relever les défis que soulève la COVID-19. Cet examen rapide a pour objet de faire part des résultats d'évaluations de transferts monétaires qui peuvent être utiles pour concevoir ou élargir des interventions monétaires comme riposte à la crise humanitaire et financière provoquée par la pandémie de COVID-19. Il présente les leçons tirées de 28 évaluations de transferts monétaires.

L'examen résume les leçons à tirer des effets positifs et des éventuels effets négatifs du recours à des transferts monétaires. En faisant la synthèse des connaissances existantes, cette note peut contribuer à améliorer l'impact de programmes intégrant des transferts monétaires pris en charge par le gouvernement national ou les administrations locales des pays ou par le biais de la coopération internationale. Les liens vers les évaluations de référence permettent d'en savoir plus.

Les données issues d'évaluations permettent de tirer des leçons du passé et de s'appuyer sur les stratégies payantes.

La Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19 est un réseau d'unités d'évaluation indépendantes de pays, d'organisations des Nations Unies, d'ONG internationales et d'institutions multilatérales. Elle a pour but de fournir des données fiables pour éclairer la coopération internationale visant à combattre la pandémie – afin que des leçons soient tirées de l'expérience et ce que la communauté mondiale du développement tienne ses promesses. La Coalition entend apprendre avec le monde.

Message principal :

Donner la priorité à l'analyse, même dans les situations d'urgence

Le principal message à retenir de cet examen rapide est que l'impact de toute intervention intégrant des transferts monétaires sera forcément tributaire du contexte et des objectifs spécifiques poursuivis. L'efficacité de transferts monétaires conditionnels dans une situation donnée peut potentiellement être influencée par la mesure dans laquelle l'objectif du financement peut être mesuré, ainsi que par les coûts de suivi associés. Le personnel opérationnel accorder toute l'attention nécessaire au contexte local et à la conception du régime d'incitations.

Il est donc essentiel de donner la priorité à l'analyse avant de concevoir, d'élargir, d'améliorer et de mettre en œuvre des programmes intégrant des transferts monétaires. Cette analyse doit également prendre en compte tous les possibles effets indésirables, non intentionnels et de niveau supérieur qui peuvent en découler. Il est essentiel aussi de décrire de quelle manière l'intervention à base de transferts monétaires peut aboutir au résultat escompté (théorie du changement/théorie du programme) et d'en tenir compte dans la conception du programme. L'analyse doit intégrer des considérations à long terme, les aspects liés à la conditionnalité, la mise en œuvre, aux mesures de protection et aux risques, ainsi que des questions relatives au genre. Elle doit également envisager la cohérence de l'intervention, par exemple s'il est approprié de faire bénéficier de mesures supplémentaires un groupe restreint de personnes ciblées au détriment de la majorité.

Définition des transferts monétaires

En raison de l'intérêt généralisé que suscitent les transferts monétaires ou les coupons comme réponse à la crise, la définition des transferts monétaires adoptée dans cet examen est vaste.

Les transferts monétaires comprennent toutes les distributions d'espèces et de coupons à des particuliers. Les transferts monétaires accordés à des entreprises et à d'autres types d'organisations ne relèvent pas du cadre de cet examen. Les transferts peuvent être soit conditionnels, soit sans condition. Les transferts monétaires conditionnels impliquent que les bénéficiaires ne recevront de l'argent que s'ils observent certaines conditions comportementales ; en d'autres termes, on recourt à des incitations pour modifier le comportement. Les exigences prédéfinies sont, par exemple, l'obligation de se présenter à des visites médicales, d'indiquer son état de santé, de scolariser ses enfants, de travailler, etc.

Les transferts monétaires peuvent être à caractère universel ou sous condition des ressources. En général, la mise sous condition de ressources et la conditionnalité ont pour effet d'accroître les coûts de transaction des interventions de transferts monétaires. Les transferts monétaires peuvent faire partie d'un système de protection sociale qui s'inscrit à long terme dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité. Ils peuvent également être utilisés dans le cadre d'une intervention humanitaire au lieu de fournir une assistance en nature pour répondre à des besoins urgents.

.....
Source : Site internet du Fonds d'évaluation d'impact stratégique (SIEF) de la Banque mondiale, « Evaluation of cash transfers » (consulté le 23 novembre 2020). <https://www.worldbank.org/en/programs/sief-trust-fund/brief/evaluations-conditional-cash-transfers>.

Transferts monétaires

1. L'articulation humanitaire/développement : Lors de la conception de programmes intégrant des transferts monétaires pour lutter contre une crise, il convient d'en envisager les possibles effets défavorables sur le développement afin d'en maximiser l'impact et d'en assurer la pérennité.

■ Cinq évaluations relèvent des risques de court-termisme et suggèrent des solutions. Elles insistent sur la nécessité d'accorder suffisamment d'attention aux objectifs de développement à long terme.

Le risque de ne pas prendre en compte la perspective à long terme est souligné dans une évaluation au Népal, où l'intérêt pour la sécurité alimentaire du pays risque d'être supplanté par l'attention accordée à la distribution de transferts monétaires. L'évaluation constate qu'au niveau communautaire, les projets de vivres/argent contre actif reposent sur l'idée que la distribution de vivres et d'argent constitue l'objectif principal des programmes, au lieu de rattacher la création d'actifs à des résultats escomptés en matière de sécurité alimentaire (PAM, 2019a). Une évaluation réalisée au Liban constate que des fonds ont été distribués pour accroître la fréquentation scolaire des enfants syriens, mais que les effets en ont été limités en raison de la surpopulation dans les écoles (AIR et UNICEF, 2018). Elle souligne l'importance de tenir compte des difficultés au niveau de l'offre lorsqu'il s'agit d'accroître la demande de services.

Des évaluations portant sur la Jordanie, la Somalie, la République arabe syrienne et les Philippines proposent d'éventuelles solutions : en Jordanie, une évaluation recommande de rattacher l'aide alimentaire générale à base de transferts monétaires à des approches de soutien aux moyens de subsistance/programmes de résilience afin d'intégrer des approches plus transformatrices pour les bénéficiaires, susceptibles d'être demandeurs de soutien à moyen terme. Une autre évaluation en Jordanie suggère que, lors de la conception de programmes humanitaires intégrant des transferts monétaires, la volatilité du financement et la cohérence de l'aide sont des aspects à envisager dès le départ. En outre, l'intégration du programme local de transferts monétaires dans le système national de protection sociale améliorerait la fiabilité de cette aide (Natali et de Hoop, 2020). Une évaluation portant sur la Somalie conseille de combiner des transferts monétaires à la reconstruction des ressources naturelles (sol, eau) pour aider à soutenir la résilience environnementale (Daniels et Anderson, 2018). Une évaluation de programmes « argent contre travail » en République arabe syrienne montre comment les travaux de construction de barrages hydrauliques, de reboisement et d'autres infrastructures à long terme soutiennent non seulement les ressources naturelles, mais aussi l'acceptation par le grand public de l'aide apportée à des groupes vulnérables. En revanche, il a été conseillé aux Philippines que les initiatives « argent contre travail » à court terme prises à la suite du typhon Haiyan mettent davantage l'accent sur des moyens de subsistance durables (Hanley et al., 2014).

■ Lors des interventions, il convient de prêter attention aux priorités et aux programmes des pays et privilégier les efforts de coordination, aussi avec des partenaires non humanitaires, afin d'en assurer la viabilité

Les évaluations constatent que dans certains cas, le manque de coordination de la part des organisations des Nations Unies a nui à l'efficacité des programmes. Une évaluation inter-institutions des interventions suite au passage du typhon Haiyan révèle que les différences d'approches en matière de transferts monétaires entre groupes sectoriels des mêmes régions et des mêmes marchés ont entravé les possibilités d'impacts collectifs positifs. En Éthiopie, les différents tarifs « argent contre travail » pratiqués d'une organisation à l'autre ont porté atteinte à la mise en œuvre (Hanley et al., 2014 ; PAM, 2019d, 2018e).

La cohérence et la coordination peuvent favoriser la viabilité des interventions. Deux évaluations traitant des interventions face à la crise régionale syrienne notent que l'engagement auprès des dirigeants politiques nationaux est essentiel pour assurer le fonctionnement efficace des mécanismes officiels de coordination des transferts monétaires relevant des cadres nationaux et des autorités du pays ; elles signalent aussi que des programmes intégrant des transferts monétaires de grande envergure doivent épouser les préoccupations nationales, comme l'inclusion des populations d'accueil (PAM, 2018b ; 2018e).

...

Transferts monétaires

1 (suite). L'articulation humanitaire/développement : Lors de la conception de programmes intégrant des transferts monétaires pour lutter contre une crise, il convient d'en envisager les possibles effets défavorables sur le développement afin d'en maximiser l'impact et d'en assurer la pérennité.

Trois évaluations relèvent les nets avantages d'une approche coordonnée entre les organisations des Nations Unies et observent que des plateformes communes offrent une bonne opportunité de collaboration. Une évaluation consacrée à la Somalie révèle que les efforts conjoints des Nations Unies pour établir un système d'enregistrement commun et des protocoles de partage des données permettent un ciblage plus précis. Dans le cadre de la réponse à la crise régionale syrienne, la coordination des Nations Unies autour d'une plateforme commune pour les transferts monétaires au Liban, en dépit des difficultés opérationnelles rencontrées, a permis d'accroître à la fois l'efficacité et l'efficience des mesures prises (Daniels et Anderson, 2018 ; PAM, 2018b). Une évaluation de l'aide humanitaire internationale révèle que la distribution de transferts monétaires en Jordanie offre de meilleures possibilités de collaboration et de coordination entre les partenaires humanitaires et non humanitaires et le gouvernement jordanien (Affaires mondiales Canada, à paraître). L'évaluation indique en effet que le Plan régional de résilience des réfugiés en Jordanie a créé une plateforme commune « argent contre travail » qui favorise le partage d'expériences et l'établissement de normes.

2. Transferts monétaires conditionnels et sans condition : Les responsables publics doivent étudier avec soin le contexte et la finalité des interventions avant de décider d'avoir recours ou non à des incitations pour modifier des comportements et, en l'occurrence, selon quelles modalités, à savoir leur conditionnalité et le type de conditions.

■ **Plusieurs évaluations confirment que, dans des situations d'urgence, les transferts monétaires sont une bonne solution qui bénéficie aux populations, en particulier les plus vulnérables.**

Cinq évaluations (PAM Pakistan, 2018 ; PAM, 2019b, 2018b, 2018e ; Daniels et Anderson, 2018) concluent que les transferts monétaires **tant conditionnels que sans condition** renforcent le contrôle décisionnel intra-ménage, en particulier pour les femmes. Pour autant, plusieurs évaluations soulignent la nécessité de mieux comprendre les effets des transferts monétaires sur la prise de décisions à l'intérieur des ménages. Une évaluation révèle même que les femmes perdent de leur contrôle sur la prise de décision dans le contexte régional syrien. Onze évaluations (PAM, 2019b, 2018a, 2018b, 2018c, 2018e, 2017b ; PAM Kenya, 2018 ; Daniels et Anderson, 2018 ; Hanley et al., 2014 ; DEval, à paraître ; Dunlop, Ellina et Smith, 2018 ; HCR, 2017) montrent en outre que les transferts monétaires **tant conditionnels que sans condition** améliorent la couverture des besoins de première nécessité des bénéficiaires, et plus particulièrement en matière de sécurité alimentaire.

Transferts monétaires

2 (suite). Transferts monétaires conditionnels et sans condition :

Les responsables publics doivent étudier avec soin le contexte et la finalité des interventions avant de décider d'avoir recours ou non à des incitations pour modifier des comportements et, en l'occurrence, selon quelles modalités, à savoir leur conditionnalité et le type de conditions.

Cinq évaluations (Affaires mondiales Canada, à paraître, 2019 ; DEval, à paraître ; Daniels et Anderson, 2018 ; PAM, 2019b, 2018a ; Granlund, 2020) constatent que les transferts monétaires **sans condition** respectent la dignité des bénéficiaires, dans la mesure où les transferts leur permettent de prendre des décisions sur la meilleure façon de dépenser l'argent remis. En revanche, les **transferts monétaires** conditionnels sont plus efficaces lorsqu'il s'agit de favoriser des résultats spécifiques tout en aidant les bénéficiaires à conserver leur dignité. Une évaluation (Hanley et al., 2014), par exemple, suggère que les transferts monétaires conditionnels, comme des mesures « argent contre actifs », sont plus efficaces que des transferts monétaires sans condition à aider les populations à rétablir leurs moyens de subsistance.

En effet, une mesure « argent contre travail » comme type de transfert monétaire conditionnel spécifique, peut être le moyen le plus efficace d'aider les bénéficiaires tout en leur permettant de conserver leur dignité (DEval, à venir ; Affaires mondiales Canada, à venir). Par exemple, une évaluation (Affaires mondiales Canada, 2019) montre que l'occasion de travailler a donné aux bénéficiaires un sentiment positif d'estime de soi.

Études et évaluations pertinentes

Les domaines suivants de la littérature didactique permettent d'approfondir le sujet :

- Les transferts monétaires conditionnels impliquent des régimes d'incitation, qui sont bien étudiés dans le domaine de l'économie. Voir, par exemple, la théorie de l'agence et l'économie comportementale.
- Les évaluations de développement du financement basé sur les résultats ciblant l'individu (financement basé sur les résultats, paiements basés sur les résultats et paiement à la performance).
- Un vaste corpus de documents d'évaluation portant sur le programme Prospera du Mexique (appelé auparavant Oportunidades et Progresa).

■ **Plusieurs évaluations montrent que les transferts monétaires peuvent être efficaces au niveau communautaire, surtout s'ils sont conçus pour étayer les systèmes nationaux de protection sociale.**

Trois évaluations (Daniels et Anderson, 2018 ; PAM, 2019c ; Hanley et al., 2014) attestent que les transferts monétaires ont des effets positifs sur les systèmes nationaux de filet de protection sociale, dès lors qu'ils sont spécifiquement conçus pour soutenir de tels systèmes, par exemple pour renforcer leur réactivité face à des crises. Dans le contexte de la crise régionale syrienne, l'inclusion des communautés d'accueil dans les programmes intégrant des transferts monétaires s'est révélée utile pour réduire les tensions entre les populations hôtes et les réfugiés. Les transferts monétaires ont toutefois des effets mitigés sur la cohésion sociale, et trois évaluations (PAM Kenya, 2018 ; PAM, 2018b, 2018e) font état de l'apparition de tensions sociales lorsque certains groupes, en l'occurrence des réfugiés, ont reçu un transfert monétaire dont les populations d'accueil étaient privées.

Transferts monétaires

2 (suite). Transferts monétaires conditionnels et sans condition :

Les responsables publics doivent étudier avec soin le contexte et la finalité des interventions avant de décider d'avoir recours ou non à des incitations pour modifier des comportements et, en l'occurrence, selon quelles modalités, à savoir leur conditionnalité et le type de conditions.

- **Néanmoins, en cas de tensions sociales, les transferts monétaires les plus efficaces sont ceux qui sont conditionnels (plutôt que ceux sans condition) ou ceux qui sollicitent le travail des bénéficiaires aux fins d'améliorer des infrastructures locales.**

Deux évaluations (ODI, 2016 ; Affaires mondiales Canada, à paraître) indiquent que dans les domaines de l'éducation, de la nutrition et de la santé, la conditionnalité des transferts monétaires incite les bénéficiaires à s'y investir, ce qui se traduit par une augmentation de la fréquentation scolaire et de la présence aux visites médicales prénatales et néonatales. Une évaluation (DEval, à paraître) fait état des effets psychosociaux positifs des transferts monétaires conditionnels, notamment en matière d'amélioration de la résilience mentale et de la confiance. Elle met également en avant des effets positifs sur les infrastructures locales, allant de l'amélioration des systèmes de ramassage et de recyclage des ordures à la fréquentation des parcs et des jardins publics (DEval, à paraître). Ces effets positifs sont d'autant plus renforcés par la visibilité des bénéficiaires travaillant sur les infrastructures communautaires, propice à la cohésion sociale.

Les futures évaluations *ex ante* pourraient envisager d'inclure des questions sur l'efficacité relative de la conditionnalité et de la conception du régime d'incitations.

3. Mise en œuvre : Les responsables publics doivent envisager les conditions économiques et le contexte sur place avant de décider du montant et de la modalité de distribution des transferts monétaires.

- **Le montant des transferts monétaires doit être suffisant et tenir compte de la hausse des prix, surtout dans les économies instables à forte inflation.**

Quatre évaluations (PAM Kenya, 2018 ; PAM, 2018b, 2018e, 2017b) soulignent l'importance de veiller à ce que le montant des transferts monétaires apporte un niveau d'aide qui soit utile aux bénéficiaires et à leurs familles et qui tienne compte de l'inflation des prix. Si le montant est trop faible ou non indexé à l'inflation, la baisse des transferts monétaires risque d'être source d'insécurité alimentaire (PAM, 2018b). L'évaluation (PAM, 2018b) recommande en outre de surveiller le marché locatif local et les prêts informels pour s'assurer que les transferts monétaires n'ont pas d'effet négatif sur le prix des loyers ou ne créent pas de pression accrue sur les bénéficiaires pour qu'ils remboursent leurs dettes. Une autre évaluation (PAM Kenya, 2018) observe une augmentation des prix des produits de première nécessité, qui s'ajoute à des facteurs aggravants tels que la sécheresse, la précarité des infrastructures logistiques, les changements saisonniers et l'éloignement des marchés d'approvisionnement des produits de base agricoles.

Transferts monétaires

3 (suite). Mise en œuvre : Les responsables publics doivent envisager les conditions économiques et le contexte sur place avant de décider du montant et de la modalité de distribution des transferts monétaires.

■ **Le choix du mécanisme et de la technologie de décaissement est essentiel pour garantir l'efficacité et la rapidité des transferts et pour éviter l'exploitation, tout en suivant de près l'expérience des bénéficiaires.**

Plusieurs évaluations (DEval, à paraître ; Dunlop, Ellina et Smith, 2018 ; HCR, 2017 ; PAM, 2018b, 2018e, 2017a ; Daniels et Anderson, 2018) constatent que des solutions technologiques novatrices ont accru l'efficacité des transferts monétaires, que ce soit par l'utilisation de distributeurs automatiques et de cartes spéciales, l'argent mobile et l'utilisation de la blockchain ; toutes peuvent permettre de se faire une vue d'ensemble en temps réel des transactions et offrent une marge de manœuvre immédiate pour adapter et ajuster le système au besoin. Une évaluation (DEval, à paraître) suggère en outre que grâce aux technologies, le système de transferts monétaires est moins facile à détourner par les intermédiaires, tels que les contremaîtres au travail.

Dans un cas où le système de transfert fonctionnait mal, une évaluation fait état de problèmes de rapidité des transferts monétaires, tels que les retards de paiement sur les téléphones mobiles. Trois évaluations (PAM, 2019f, 2018b, 2018e) ont relevé des exemples d'exploitation de bénéficiaires par des intermédiaires et en concluent qu'il est nécessaire de surveiller les points de vue des bénéficiaires ; pour cela, il est possible d'envisager de mettre en place des mécanismes de plaintes, d'assurer le suivi et la vérification continus des prix pratiqués par les commerçants et de prévoir des boucles de rétroaction plus étroites avec les bénéficiaires par l'intermédiaire de partenaires de coopération.

■ **Les bénéficiaires préfèrent les transferts monétaires (sans restriction) ; or les coupons peuvent constituer un moyen plus efficace pour remédier à des problèmes spécifiques.**

Deux évaluations (ODI, 2016 ; Daniels et Anderson, 2018) démontrent que, comme modalité de transfert, l'utilisation de coupons plutôt que la distribution de denrées alimentaires de première nécessité permet de répondre à des problèmes spécifiques, telles que la malnutrition, sauf que dans un cas, les coupons ont abouti à une situation d'exploitation, certains commerçants faisant payer des prix plus élevés aux utilisateurs de coupons (PAM, 2018b). Parmi les modalités de transferts monétaires utilisées, les évaluations rendent compte des résultats des transferts visant les moyens de subsistance, argent contre logement, argent contre travail, des groupes d'épargne et de prêts communautaires ainsi que des fonds d'amorçage (Dunlop, Ellina et Smith, 2018 ; HCR, 2017 ; Affaires mondiales Canada, à paraître, 2019). Dans l'ensemble, plusieurs évaluations (PAM Pakistan, 2018 ; PAM, 2018a, 2018d, 2018e ; Daniels et Anderson, 2018) constatent que souvent, les bénéficiaires préfèrent des transferts monétaires sans restrictions comme modalité de transfert, en raison de la flexibilité qu'ils procurent pour subvenir à des besoins divers, mais que la modalité doit être adaptée au contexte.

Transferts monétaires

4. Mesures de protection et risques : Pour préserver la sécurité et le bien être des bénéficiaires, les programmes intégrant des transferts monétaires doivent évaluer les risques et mettre en œuvre des mesures de protection.

- **Le ciblage des bénéficiaires peut déclencher des tensions sociales. Celles-ci peuvent être atténuées soit par l'inclusion des populations d'accueil parmi les bénéficiaires, soit par leur sensibilisation aux avantages des programmes de transferts monétaires ciblant les réfugiés.**

Les enseignements à l'échelle mondiale sur la protection sociale dans les contextes humanitaires soulignent l'importance de concevoir des interventions qui tiennent compte des besoins et des réalités tant des populations de réfugiés que des populations d'accueil. Trois évaluations (PAM, 2018b, 2017a ; PAM Kenya, 2018) font état de l'apparition de tensions sociales quand certains groupes, de réfugiés en l'occurrence, reçoivent un transfert monétaire qui n'est pas proposé aux populations d'accueil. Au Zimbabwe, on a observé aussi des tensions intra-ménages ou des pressions sociales sous l'effet du ciblage. Plusieurs évaluations formulent des suggestions pour atténuer ces tensions : soit inclure les communautés d'accueil dans les programmes de transferts monétaires, soit organiser de vastes campagnes de communication et de sensibilisation pour expliquer que les communautés d'accueil ont tout à gagner du programme de transferts monétaires (PAM, 2018e).

- **Chaque modèle de prestation s'accompagne de ses propres risques pour les bénéficiaires, d'où la nécessité de solides mesures de protection.**

Plusieurs évaluations relèvent une série de problèmes de sécurité, tels que l'augmentation des prix dans les commerces imposée aux bénéficiaires, l'affluence dans les lieux de décaissement des transferts monétaires, le harcèlement autour de distributeurs et dans les commerces, le vol de cartes, le risque de confiscation d'espèces par des tiers autres que les bénéficiaires, l'imposition par des tiers de frais de service supplémentaires aux bénéficiaires souhaitant retirer de l'argent (Mauder, N. et al., 2018 ; PAM Kenya, 2018 ; Daniels et Anderson, 2018 ; PAM, 2019f ; DEval, à paraître).

Au Nigéria, le pourcentage de bénéficiaires ayant signalé des problèmes de sécurité variait de 3 % à 14 % tant pour les hommes que pour les femmes (PAM, 2019f). Au Kenya, des cas ponctuels de violences fondées sur le genre sont survenus lorsque des hommes constataient que des femmes gagnaient de l'argent, surtout en cas de retard de paiements (PAM Kenya, 2016).

Les évaluations suggèrent d'assurer un suivi et une vérification continus des prix pratiqués par les commerçants et de mettre en place d'étroites boucles de rétroaction avec les bénéficiaires par l'intermédiaire de partenaires de coopération, comme possibles mesures de protection pour éviter l'exploitation des bénéficiaires (PAM, 2019f, 2018b, 2018e). Il est toutefois important de concevoir des mécanismes de rétroaction qui répondent aux besoins des bénéficiaires et permettent une bonne communication. Une évaluation des interventions régionales en Syrie relève que les mécanismes hautement automatisés de traitement des requêtes et des plaintes ne répondaient pas aux besoins, aux préoccupations ni aux attentes des bénéficiaires et pouvaient parfois porter atteinte à leur dignité (PAM, 2018b).

Transferts monétaires

5. Genre : Les transferts monétaires peuvent se répercuter sur les rapports de force et la dynamique du genre au sein des ménages, d'où la nécessité d'intégrer les dimensions femmes-hommes dès le départ.

Toutes les évaluations recommandent de prêter désormais une attention accrue à ces préoccupations. Il convient toutefois de noter que les transferts monétaires ne sont pas forcément la solution pour améliorer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes (PAM, 2019e), même lorsque ces dimensions sont prises en compte dès le départ, à moins que l'intervention ne cherche aussi à remédier aux inégalités structurelles.

Deux évaluations au moins (PAM, 2019f ; 2018b) signalent que les considérations en matière de protection et de genre ne sont pas suffisamment intégrées dans la conception des programmes dès le départ. Les conséquences en sont lourdes : en effet, dans le cadre des interventions régionales face à la situation d'urgence en Syrie, par exemple, les indicateurs de sécurité alimentaire ont affiché un écart croissant sur la durée pour les ménages dirigés par une femme. Au Nigéria, plusieurs graves problèmes de sécurité n'ont pas été pris en compte au stade de la conception, comme les abus liés à l'utilisation de l'argent mobile (PAM, 2019f).

En ce qui concerne la prise de décisions et le contrôle quant à l'utilisation des fonds distribués, là aussi les évaluations font état de résultats mitigés. Dans certains contextes, les transferts monétaires ont donné lieu à un plus grand contrôle décisionnel (PAM Kenya, 2018) ou à une tendance accrue à une prise de décision conjointe entre hommes et femmes (Daniels et Anderson, 2018). Pour autant, les évaluations n'ont constaté aucune évolution majeure dans le statut des femmes suite à leur contrôle décisionnel accru, ni une diminution des écarts entre les sexes en matière de consommation et de moyens de subsistance. Une évaluation démontre que les transferts monétaires n'ont pas accru le contrôle sur la prise de décisions intra-ménages pour les femmes ; au Zimbabwe, ce sont les transferts en nature qui ont induit un plus grand contrôle sur la prise de décisions (PAM, 2017a).

Coalition **MONDIALE** d'évaluation de la réponse à la **COVID-19**

4 LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION

Avertissement

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'OCDE ou de ses pays membres ou des participants de la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19. Le document *Leçons tirées de l'évaluation* est une synthèse des conclusions d'évaluations publiées par les membres de la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19. Elles n'ont pas de valeur prescriptive et doivent être analysées à la lumière du contexte, du pays, du secteur ou du domaine concernés. Les contributeurs ne garantissent pas l'exactitude des données et déclinent toute responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation.

Ce document repose sur des évaluations de...



Global Affairs
Canada
Affaires mondiales
Canada



DEval
GERMAN
INSTITUTE FOR
DEVELOPMENT
EVALUATION



EBA



Norad
Norwegian Agency for Development Cooperation



Sida
SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT
COOPERATION AGENCY



UNHCR
The UN Refugee Agency



unicef



WFP
World Food
Programme

Coalition **M**ONDIALE d'évaluation de la réponse à la **C**OVID-19

LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION

4

Références de l'évaluation

- Affaires mondiales Canada (2019), Évaluation du Programme d'assistance humanitaire internationale, de 2011-2012 à 2017-2018, Affaires mondiales Canada, <http://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/evaluation/2020/iha-evaluation-ahi-fra.pdf>.
- Affaires mondiales Canada (2019), Évaluation de l'aide à la reconstruction en cas de catastrophe naturelle aux Philippines, de 2013-14 à 2018-19, Affaires mondiales Canada, <https://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/evaluation/2019/endra-earcn-philippines-fra.pdf>.
- AIR et UNICEF (2018), « Min Ila » *Cash Transfer Programme for Displaced Syrian Children in Lebanon (UNICEF and WFP): Impact Evaluation Endline Report*, American Institutes for Research, Washington, DC, <https://www.unicef.org/lebanon/media/821/file/Lebanon-report-5-report.pdf>.
- Daniels, M. et G. Anderson (2018), *Joint Evaluation of the 2017 Somalia Humanitarian Cash-Based Response*, Somalia InterAgency Cash Working Group, <https://www.careevaluations.org/wp-content/uploads/Final-CWG-EVAL-REPORT-PRINT-READY-LOW-RES-FOR-EMAILING.pdf>.
- DEval (à paraître), « Evaluation of the effectiveness of German Development Cooperation in dealing with conflict-induced migration crises by the example of the Partnership for Prospects Initiative (P4P) in the Middle East. Draft version », German Institute for Development Evaluation, Bonn.
- Dunlop, K., M. Ellina et E. Smith (2018), *Evaluation of the Effects of Cash Based Interventions on Protection Outcomes in Greece*, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://www.unhcr.org/5c9217c87.pdf>.
- Granlund, S. (2020), « The promise of payday: Exploring the role of state cash transfers in post-apartheid rural South Africa », *Development Dissertation Brief*, n° 2020/06, Expert Group for Aid Studies, Stockholm, https://eba.se/wp-content/uploads/2020/08/DDB_2020_06_Granlund_WEBB.pdf.
- Hanley, T. et al. (2014), *IASC Inter-agency Humanitarian Evaluation of the Typhoon Haiyan Response*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, New York, [https://www.unocha.org/sites/unocha/files/dms/Documents/Report%20-%20Inter-Agency%20Humanitarian%20Evaluation%20of%20the%20Response%20to%20Typhoon%20Haiyan%20in%20the%20Philippines%20\(1\).pdf](https://www.unocha.org/sites/unocha/files/dms/Documents/Report%20-%20Inter-Agency%20Humanitarian%20Evaluation%20of%20the%20Response%20to%20Typhoon%20Haiyan%20in%20the%20Philippines%20(1).pdf).
- HCR (2017), *Evaluation Synthesis of UNHCR'S Cash Based Interventions in Jordan*, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://www.unhcr.org/research/evalreports/5a5e16607/evaluation-synthesis-unhcrs-cash-based-interventions-jordan.html>.
- Maunder, N. et al. (2018), *Evaluation of the DG ECHO Funded Emergency Social Safety Net (ESSN) in Turkey*, Programme alimentaire mondial, Ankara, <https://www.wfp.org/publications/turkey-echo-funded-emergency-social-safety-net-evaluation>.
- Natali, L. et J. de Hoop (2020), *The Difference a Dollar a Day Can Make: Lessons from UNICEF Jordan's Hajati Cash Transfer Programme*, UNICEF, Florence, <https://www.unicef-irc.org/publications/1136-the-difference-a-dollar-a-day-can-make-lessons-from-unicef-jordans-hajati-cash-transfer.html>.
- ODI (2016), « Understanding the impact of cash transfers: The evidence », *Policy Brief*, Overseas Development Institute, London, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11465.pdf>.
- PAM (2019a), *End-Term Evaluation of Protracted Relief and Recovery Operation (PRRO) in Dhading, Gorkha and Nuwakot Districts of Nepal*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/nepal-protracted-relief-and-recovery-operation-200875-evaluation>.
- PAM (2019b), *Evaluación final del Proyecto "Respuesta al fenómeno de El Niño en el Corredor Seco", El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua, 2016-2018*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103578/download>.
- PAM (2019c), *Evaluation of the Update of WFP's Safety Nets Policy: Policy Evaluation*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/evaluation-update-wfps-safety-nets-policy-2012>.
- PAM (2019d), *Inter-Agency Humanitarian Evaluation of the Drought Response in Ethiopia (2015-2018)*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/inter-agency-humanitarian-evaluation-drought-response-ethiopia-2015-2018>.
- PAM (2019e), *Strategic Evaluation of WFP Support for Enhanced Resilience*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/evaluation-wfps-support-enhanced-resilience-terms-reference>.
- PAM (2019f), *WFP Corporate Emergency Response in Northeast Nigeria (2016-2018)*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/wfps-corporate-emergency-response-northeast-nigeria-evaluation>.
- PAM (2018a), *Evaluación Final de la Relevancia del Rol y la Respuesta del PMA para Avanzar Hacia un Enfoque de Asistencia Alimentaria Vinculado a los Sistemas de Protección Social en Ecuador*, Programme alimentaire mondial, Rome, https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073498/download/?_ga=2.109498957.953276014.1583265440-1337359927.1582723722.
- PAM (2018b), *Evaluation of the WFP Regional Response to Syrian Crisis (2015-2018)*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/evaluation-wfps-regional-response-syrian-crisis-2015-2017>.
- PAM (2018c), *Sierra Leone PRRO 200938: A Decentralized Evaluation*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/sierra-leone-prro-200938-evaluation>.



Coalition **M**ONDIALE d'évaluation de la réponse à la **C**OVID-19

LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION

PAM (2018d), *Somalia: An Evaluation of WFP's Portfolio 2012-2017*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/somalia-evaluation-wfps-portfolio>.

PAM (2018e), *WFP's General Food Assistance to Syrian Refugees in Jordan from 2015 to Mid-2018: Evaluation Report*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/jordan-general-food-assistance-syrian-refugees-evaluation>.

PAM (2017a), *Evaluation of WFP's Lean Season Assistance through the Protracted Relief and Recovery Operation 200453 in Zimbabwe*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/zimbabwe-lean-season-assistance-prro-200453-evaluation>.

PAM (2017b), *South Sudan: An Evaluation of WFP's Portfolio (2011-2016): Evaluation Report – Volume I*, Programme alimentaire mondial, Rome, <https://www.wfp.org/publications/south-sudan-evaluation-wfps-portfolio-2011-2015-terms-reference>.

PAM Kenya (2018), *An Evaluation of the Effects and a Cost Benefit Analysis of GFD Cash Modality Scale Up (Cash Based Transfers for PRRO 200737) for Refugees and Host Communities in Kenya August 2015-November 2017*, Programme alimentaire mondial, Nairobi, <https://www.wfp.org/publications/kenya-general-food-distribution-cash-modality-evaluation-terms-reference>.

PAM Kenya (2016), *An Evaluation of WFP's Asset Creation Programme in Kenya's Arid and Semi-arid Areas (20092015)*, Programme alimentaire mondial, Nairobi, <https://www.wfp.org/publications/evaluation-wfp's-asset-creation-programme-kenya's-arid-and-semi-arid-areas>.

PAM Pakistan (2018), *Decentralized Evaluation of the Results of WFP's Food Assistance to Temporarily Dislocated Persons in Pakistan from 2015-2017: Final Evaluation Report*, Programme alimentaire mondial, Islamabad, Peshawar, <https://www.wfp.org/publications/pakistan-food-assistance-temporarily-dislocated-personsfrom-2015-2017-evaluation-terms-refer>.